



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 10 NOVEMBRE 1900.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.  
2951

#### Proclamations

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que MM.  
Proc.-Général. } H. N. Raby, Eus.  
Carrière, H. Chauvin et F. A. Labelle, commis-  
saires dûment nommés pour les fins du chapitre  
premier du titre neuf des Statuts refondus de la  
province de Québec, dans et pour le diocèse  
catholique romain d'Ottawa, dans Notre  
province de Québec, tel que canoniquement re-  
connu et érigé par les autorités ecclésiastiques,  
ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport  
de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre  
dite province de Québec, accompagné d'un *procès-  
verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10th NOVEMBER, 1900.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.  
2952

#### Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS Messrs.  
Atty.-General. } H. N. Raby, Eus.  
Carrière, H. Chauvin and F. A. Labelle, commis-  
sioners duly appointed for the purposes of chapter  
first of title nine of the Revised Statutes of the pro-  
vince of Quebec, in and for the Roman Catholic  
diocese of Ottawa, in Our province of Quebec,  
canonically acknowledged and erected by the  
ecclesiastical authorities, have, under the author-  
ity of the said statutes, made to the lieutenant  
governor of Our said province of Quebec, a return  
of their opinion, with a *procès-verbal* of their pro-  
ceedings, by which they describe and declare the

déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse du Cœur-très-pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, dans le comté d'Ottawa, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire de la paroisse du Cœur-très-pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, détaché de celui de la paroisse de Sainte-Angélique-de-Papineauville, dans le comté d'Ottawa, comprenant tous les lots depuis le lot No 38 inclusivement jusqu'au lot No 41 inclusivement, et depuis le lot No 376 inclusivement, jusqu'au lot No 477 inclusivement du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Angélique-de-Papineauville, est borné et limité comme suit, savoir :

Au nord, partie par la Rivière de la Petite Nation aussi appelée "North Nation River," et partie par la ligne séparative des lots Nos 38 et 42, du dit cadastre, située entre la Petite Presqu'île et la Grande Presqu'île; au sud partie par la rivière Ottawa et partie par la ligne séparative des lots Nos 476 et 478, du dit cadastre; à l'est par le lot No 494, du même cadastre, le rang ou côte Saint-Charles, la ligne qui sépare les lots Nos 477 et 376 d'avec les lots Nos 478 et 375, du même cadastre, la baie de la Pentecôte, la ligne séparative des lots Nos 41 et 42 et celle des lots Nos 37 et 38; à l'ouest par la ligne limitative ouest de la seigneurie de la Petite Nation.

La superficie de ce territoire est d'environ 10,000 arpents carrés.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse du Cœur-très-pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, ci-dessus décrites :

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse du Cœur-très-pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTE-UNIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3923 Assistant-secrétaire de la province.

Canada  
Province de  
Québec  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

limits and boundaries, which they think most expedient to be assigned to the parish of The Most Pure Heart of the Blessed Virgin Mary of Plaisance, in the county of Ottawa, in the said Roman Catholic diocese, to be as follows, that is to say :

The territory of the parish of The Most Pure Heart of the Blessed Virgin Mary of Plaisance, detached from that of the parish of Sainte Angélique of Papineauville, in the county of Ottawa, comprising all the lots from lot No. 38 inclusively to lot No. 41 inclusively, and from lot No. 376 inclusively to lot No. 477 inclusively, of the official cadastre of the said parish of Sainte Angélique of Papineauville, is bounded and abutted as follows :

On the north, partly by the River of La Petite Nation in also called "North Nation River", and partly by the dividing line of lots Nos. 38 and 42, of the said cadastre, situated partly between La Petite Presqu'île and La Grande Presqu'île; on the south partly by the river Ottawa and partly by the line separating lots Nos. 476 and 478, of the said cadastre, on the east by lot No. 494, of the same cadastre, the range or Côte Saint Charles, the line which separates lots Nos. 477 and 376 from lots Nos. 478 and 375, of the same cadastre, Pentecost bay, the dividing line of lots Nos. 41 and 42 and that of lots Nos. 37 and 38; on the west by the western boundary line of the seigniorie of La Petite Nation.

The area of this territory is about 10,000 arpents square.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of The Most Pure Heart of the Blessed Virgin Mary of Plaisance aforesaid :

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of The Most Pure Heart of the Blessed Virgin Mary of Plaisance, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this THIRTY-FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3924 Assistant provincial secretary.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the THIRD day of the month of NOVEMBER, in the year of Our ord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

## PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TROISIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le TREIZIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2945

## Avis du Gouvernement

## PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6996.

*Harrington*

Lot 1, du 3e rang, à Donald L. Beaton.  
Adj. 6997.

*Winslow.*

4e rang N. E., (partie est).

La  $\frac{1}{2}$  nord-est du lot 35, à Jeremiah Guillet.  
Lot 40, à Maria St. Pierre.  
Adj. 6998.

*Morin.*

La  $\frac{1}{2}$  nord-est du lot 5, du 4e rang, à Anselme Valiquette.  
La  $\frac{1}{2}$  sud-ouest du lot 5, du 4e rang, à Jos. Desjardins.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 5 novembre 1900.

## PROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRD day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the THIRTEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY-SECOND day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

2946

## Government Notice

## PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6996.

*Harrington.*

Lot 1, in the 3rd range, to Donald L. Beaton.  
Adj. 6997.

*Winslow.*

4th range N. E., (east part).

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 35, to Jeremiah Guillet.  
Lot 40, to Maria St. Pierre.  
Adj. 6998.

*Morin.*

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 5, in 4th range, to Anselme Valiquette.  
S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot 5, in 4th range, to Jos. Desjardins.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Québec, 5th November, 1900.

## PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir

Canton Mailloux.

Lot 5, du 4e rang, à L. Prévost.  
 ½ S. du lot 10, du rang S. O., riv. Du Pin, à Xavier Rousseau.

Canton Dufferin.

Lot 23, du 6e rang, à Paul Bélanger.

E. E. TACHÉ,  
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
 Forêts et Pêcheries.  
 Québec, 10 novembre 1900. 3921

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 6 octobre 1900.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Alexandre O'Gleman, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, comté de l'Assomption, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Denis Lamarche, en son vivant, notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

ADELARD TURGEON,  
 3653-5 Secrétaire de la province intérimaire.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton; le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Township Mailloux.

Lot 5, of 4th range, to L. Prévost.  
 S. ½ of lot 10, of S. W. range, riv. Du Pin, to Xavier Rousseau.

Township Dufferin.

Lot 23, of 6th range, to Paul Bélanger.

E. E. TACHE,  
 Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
 Forests and Fisheries.  
 Québec, 10th November, 1900. 3922

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 6th October, 1900.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Alexandre O'Gleman, esquire, notary public, of the parish of Saint Roch de l'Achigan, county of l'Assomption, district of Joliette, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Denis Lamarche, in his lifetime, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

ADELARD TURGEON,  
 3654 Interim Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53. -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both lan-

(dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau de bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2947

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulla pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la

session) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2948

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Pri-

session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût

private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the

de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogoatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire abroger et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refusés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire abroger soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. ”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) “ Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente. ”

(b) “ Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés. ”

L. G. DESJARDINS

2949

Greffier de l'Assemblée Législative.

## Demande à la Législature

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par L. Houle, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec,

cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) “ Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee. ”

(b) “ A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee. ”

L. G. DESJARDINS,

2950

Clerk of the Legislative Assembly

## Application to the Legislature

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given by L. Houle, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its

à sa prochaine session, pour obtenir un Bill Privé, autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après avoir passé l'examen requis par le Barreau.

LEOPOLD HOULE.  
30-octobre 1900. 3879-2

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1237.

Dame Rosa Perrault, épouse commune en biens de Elias Bernard, cultivateur, tous deux de la paroisse de Belœil, dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

GOUIN, LEMIEUX & BRASSARD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 26 octobre 1900. 3919

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 82.

Dame Zéline Chamberland, du canton de Coleraine, dans le district d'Arthabaska, épouse de Pierre Sévigny, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée judiciairement à ester en justice pour les fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Sévigny, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. C. BELANGER,  
Procureur de la demanderesse.  
Arthabaskaville, 21 juillet 1900. 3867-2

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure*  
District de Beauharnois. }  
No 668.

Dame Emilie Hay, de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Joseph Hurtubise, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Joseph Hurtubise, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, devant cette cour.

RENAUD & BOISSONNAULT,  
Avocats de la demanderesse.  
Valleyfield, 12 octobre 1900. 3871-2

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 570.

Dame Léa Tremblay, de la paroisse de Saint-Romuald, épouse commune en biens de James Fréchette, boulanger, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

FITZPATRICK, PARENT,  
TASCHEREAU & ROY,  
Avocats de la demanderesse.  
Québec, 30 octobre 1900. 3893-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Anna Renaud, épouse de Joseph Reinhart, boucher, tous deux de la cité de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

A. LAMIRANDE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 30 avril 1900. 3683-4

next session, to obtain a Private Bill, authorizing the Bar of the province of Quebec, to admit him to the practice of law as advocate, in the said province of Quebec, after having passed the examination required by the Bar.

LEOPOLD HOULE.  
30th October, 1900. 3880

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1237.

Rosa Perrault, wife common as to property of Elias Bernard, farmer, both of the parish of Belœil, in the district of Richelieu, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GOUIN, LEMIEUX & BRASSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th October, 1900. 3920

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 82.

Dame Zéline Chamberland, of the township of Coleraine, in the district of Arthabaska, wife of Pierre Sévigny, of the same place, farmer, duly authorized judicially for the ends hereof to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Sévigny, Defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

L. C. BELANGER,  
Attorney for plaintiff.  
Arthabaskaville, 21st July, 1900. 3868

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Beauharnois. }  
No. 668.

Dame Emilie Hay, of Valleyfield, district of Beauharnois, wife common as to property of Joseph Hurtubise, trader, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

Joseph Hurtubise, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, before said court.

RENAUD & BOISSONNAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Valleyfield, 12th October, 1900. 3872

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 570.

Dame Léa Tremblay, of the parish of Saint-Romuald, wife common as to property of James Fréchette, of the same place, baker, has, this day, sued her said husband for separation as to property.

FITZPATRICK, PARENT,  
TASCHEREAU & ROY,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 30th October, 1900. 3894

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Anna Renaud, wife of Joseph Reinhart, butcher, both of the city of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

A. LAMIRANDE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 30th April, 1900. 3684

Province de Québec, }  
 District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
 No 89.

Dame Adéline Boucher, de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Léon Jarret dit Beauregard, du même lieu, à ce dûment autorisée,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Léon Beauregard, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

FONTAINE & FONTAINE,  
 Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 12 octobre 1900. 3741-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3126.

Dame Marie O. Leroux, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Herménégilde Dufort, entrepreneur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BEAUDIN, CARDINAL,  
 LORANGER & ST. GERMAIN,  
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, octobre 1900. 3733-4

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 No 6727.

Pierre Millette, cultivateur, du canton d'Ely, dans le district de Bedford, Demandeur ;

vs  
 Exilda Légaré, ci-devant du même lieu, et maintenant résidente en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défenderesse.  
 Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

J. A. SIMARD,  
 Avocat du demandeur.  
 Sweetsburg, 24 septembre 1900. 3663-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 3117.

Dame Sarah Segal, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens du Bernard Ram, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
 Le dit Bernard Ram, des cité et district de Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

S. W. JACOBS,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 28 septembre 1900. 3667-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3142.

Dame Aurélie Tardis, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Guillaume Perier, commis, du même lieu, a, ce dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.  
 Le dit Guillaume Perier, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

MEUNIER & MEUNIER,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 10 octobre 1900. 3685-5

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 No 50.

Dame Aurélie Delisle, de la paroisse de Maskinongé, a, ce jour, institué une action en séparation

Province of Quebec, }  
 District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*  
 No. 89.

Dame Adéline Boucher, of the parish of Sainte-Marie Madeleine, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Léon Jarret *alias* Beauregard, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs  
 The said Léon Beauregard, Defendant.  
 An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

FONTAINE & FONTAINE,  
 Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 12th October, 1900. 3742

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3126.

Dame Marie O. Leroux, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Herménégilde Dufort, contractor, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

BEAUDIN, CARDINAL,  
 LORANGER & ST. GERMAIN,  
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, October, 1900. 3734

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 No. 6727.

Pierre Millette, of the township of Ely, in the district of Bedford, Plaintiff ;

vs  
 Exilda Légaré, heretofore of the same place, and now residing in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendant.  
 An action for separation as to bed and property has been, this day, instituted in this cause.

J. A. SIMARD,  
 Attorney for plaintiff.  
 Sweetsburg, 24th September, 1900. 3664

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3117.

Dame Sarah Segal, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Bernard Ram, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs.  
 The said Bernard Ram, of the city and district of Montreal, Defendant.  
 An action in separation of property has, this day, been instituted by plaintiff against defendant.

S. W. JACOBS,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 28th September, 1900. 3668

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3142.

Dame Aurélie Tardis, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Guillaume Perier, clerk, of the same place, duly authorized, Plaintiff

vs.  
 The said Guillaume Perier, Defendant.  
 An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

MEUNIER & MEUNIER,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 10th October, 1900. 3686

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 50.

Dame Aurélie Delisle, of the parish of Maskinongé, has, this day, instituted an action in separa-

de biens contre son époux, Téléphore Piché, commerçant, du même lieu.

**TOURIGNY & BUREAU,**  
Procureurs de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 17 août 1900. 3687-5

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No 6720.

Dame Alice Azuba Meigs, domiciliée dans le canton de Bolton (partie est), dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Frederick Aldert Willard, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice dans les présentes,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Frederick Aldert Willard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

**GEORGE B. BAKER,**  
Avocat de la demanderesse.  
Sweetsburg, 1er octobre 1900. 3639-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 1208.

Dame Marie Rose Délima Beauvais, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens d'Adolphe St-Germain, maître-barbier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

**ROBILLARD & LANCTOT,**  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 11 octobre 1900. 3719-5

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné par les présentes que Dame Emely Bone, de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens d'Alexander Bone, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

**P. A. CHASSÉ,**  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Jean, 26 septembre 1900. 3717-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Obéline Lizotte, des cité et district de Montréal, épouse de Louis Casavant, entrepreneur menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Casavant, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur en cette cause.

**BISAILLON & BROSSARD,**  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 22 octobre 1900. 3855-3

*District de Beauce.—Cour Supérieure.*  
No 3107.

Dame Clara Vachon dit Pomerleau, de Saint-Joseph, district de Beauce, épouse commune en biens de Jean Vachon dit Pomerleau, cordonnier, ci-devant de Saint-Joseph de Beauce, et maintenant demeurant en les Etats-Unis d'Amérique, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

**CHARLES SMITH,**  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Joseph, Beauce, 16 octobre 1900. 3861-3

tion as to property against her husband, Téléphore Piché, trader, of the same place.

**TOURIGNY & BUREAU,**  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 17th August, 1900. 3688

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No 6720.

Dame Alice Azuba Meigs, of the township of East Bolton (east part), in the said district of Bedford, wife common as to property of Frederick Aldert Willard of the same place, trader, judicially authorized to *ester en justice* herein,  
Plaintiff ;

vs

The said Frederick Aldert Willard, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted, this day, by plaintiff against defendant.

**GEORGE B. BAKER,**  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 1st October, 1900. 3640

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1208.

Dame Marie Rose Délima Beauvais, of the city of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Adolphe St. Germain, master barber, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

**ROBILLARD & LANCTOT,**  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 11th October, 1900. 3720

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Emely Bone, of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, wife *commune en biens* of Alexander Bone, of the same place, farmer, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation from bed and board and as to property against her said husband before the said court.

**P. A. CHASSÉ,**  
Attorney for plaintiff.  
Saint Johns, 26th September, 1900. 3718

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Obéline Lizotte, of the city and district of Montreal, wife of Louis Casavant, joiner undertaker, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*,  
Plaintiff ;

vs.

The said Louis Casavant, Defendant.  
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

**BISAILLON & BROSSARD,**  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 22nd October, 1900. 3856

*District of Beauce.—Superior Court.*  
No. 3107.

Dame Clara Vachon dit Pomerleau, of Saint Joseph, district of Beauce, wife common as to property of Jean Vachon dit Pomerleau, shoemaker, formerly of Saint Joseph, Beauce, and now residing in the United States of America, has sued, this day, her husband for separation as to property.

**CHARLES SMITH,**  
Attorney for plaintiff.  
Saint Joseph, Beauce, 16th October, 1900. 3862

## AVIS.

Dame Rosalie Grandbois, du village d'Yamachiche, épouse de Euchariste *alias* Carisse Vaillancourt, commerçant, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, devant la cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, sous numéro 82.

GED. BELAND,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 15 octobre 1900. 3793-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 3169.

Dame France Desaulus Hannah Reynolds, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Harvey Lawrence Henderson, de la cité de Montréal, agent manufacturier.

BLAIR & LAVERTY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 20 octobre 1900. 3911-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 2238.

Dame Mary Ann Lacey a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, James Henry Howard, épiciier, de la cité de Montréal.

BLAIR & LAVERTY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 20 octobre 1900. 3909-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, incorporant les requérants sous les nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la dite compagnie sera "The Brome Lake Electric Power Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de fournir la lumière électrique et autres fins aux résidents de la ville de Waterloo, au village de Knowlton et aux municipalités voisines ; de poser et maintenir des fils métalliques, poteaux, dynamos, appareils et construire des bâtisses pour les dites fins ; d'acquérir, posséder et louer les immeubles nécessaires pour les dites fins ; et en général de faire toute chose nécessaire ou en rapport aux affaires de lumière électrique, et de produire et fournir le pouvoir électrique requis pour aucun objet.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera à Waterloo, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants, sont comme suit : William Stewart Foster, fondateur, de Richford, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique ; Cedric Cotton, du village de Cowansville, médecin ; Henry Ernest Williams, cultivateur, du village de Knowlton ; Gardner Stevens, maître de Poste ; Henry E. Allen, commerçant, et Charles Albert Nutting, avocat, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, dont la majorité sont sujets anglais.

6° Les dits William Stewart Foster, Cedric Cotton, Gardner Stevens, Henry E. Allen et Charles Albert Nutting seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

C. A. NUTTING,  
Solliciteur des requérants.  
Waterloo, 5 novembre 1900. 3927

## NOTICE.

Dame Rosalie Grandbois, of the village of Yamachiche, wife of Euchariste *alias* Carisse Vaillancourt, dealer, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband, before the superior court, for the district of Three Rivers, under number 82.

GED. BELAND,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 15th October, 1900. 3794

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3169.

Dame Frances Desaulus Hannah Reynolds has, this day, sued her husband, Harvey Lawrence Henderson, of the city of Montreal, manufacturer's agent, for separation as to property.

BLAIR & LAVERTY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 20th October, 1900. 3912

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2238.

Dame Mary Ann Lacey has, this day, sued her husband, James Henry Howard, grocer, of the city of Montreal, for separation as to property.

BLAIR & LAVERTY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 20th October, 1900. 3910

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by the undersigned persons, to the Lieutenant Governor of the province of Quebec in Council, for letters patent of incorporation, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act of the province of Quebec, of the said applicants, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the said company is to be "The Brome Lake Electric Power Company".

2. The object for which the company seeks incorporation is : to furnish electricity for lighting and other purposes to the residents in the town of Waterloo, the village of Knowlton, and in adjoining municipalities ; to build, equip and maintain wires, poles, dynamos, apparatus and buildings necessary for the said purposes ; to acquire, hold and lease the real estate necessary for the said purposes ; and generally to do everything necessary and incidental to the carrying on of the business of lighting by electricity and the producing and furnishing of electric power to and for any use or purpose required.

3. The head office of said company shall be at Waterloo, in the province of Québec.

4. The capital stock of the said company shall be \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and calling of each of the applicants, with their addresses, are as follows : William Stewart Foster, founder, of Richford, in the State of Vermont, one of the United States of America ; Cedric Cotton, of the village of Cowansville, physician ; Henry Ernest Williams, farmer, of the village of Knowlton ; Gardner Stevens, postmaster ; Henry E. Allen, trader and Charles Albert Nutting, advocate, of the town of Waterloo, in the district of Bedford, the majority of whom are british subjects.

6. The said William Stewart Foster, Cedric Cotton, Gardner Stevens, Henry E. Allen and Charles Albert Nutting are to be the first or provisional directors of the said company.

C. A. NUTTING,  
Solicitor for applicants.  
Waterloo, 5th November, 1900. 3928

Canada, }  
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera : Le Club Commercial des commis-voyageurs.

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée, est d'encourager les arts, la récréation et l'instruction pour promouvoir l'avancement des commis-voyageurs.

3° Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

4° Le fonds social de la compagnie sera de deux mille piastres, (\$2,000.00), divisé en quatre-vingts actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les requérants sont : Hugh Brody, contracteur; James Rogers, commerçant; Napoléon Marsan, contracteur; Joseph Bernard, commerçant, et Jos. Lavigne, commerçant, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, qui seront tous cinq les premiers directeurs de la compagnie et tous sont sujets de Sa Majesté.

CHENEVERT & ROCHER,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 octobre 1900.

3749-3

Canada, }  
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such others persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company will be "Le Club Commercial des Commis Voyageurs."

2. The object for which its incorporation is sought is to encourage the arts, recreation and education for promoting the welfare of travelling agents.

3. The chief office of the company will be in the city and district of Montreal.

4. The capital stock of the company will be two thousand dollars (\$2,000.00), divided into eighty shares of twenty-five dollars each.

5. The petitioners are : Hugh Brody, contractor; James Rodgers, trader; Napoléon Marsan, contractor; Joseph Bernard, trader, and Jos. Lavigne, trader, all of the city of Montreal, district of Montreal, which five will be the first directors of the company, and are all subjects of Her Majesty.

CHENEVERT & ROCHER,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th October, 1900.

3750

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* The Silver Shoe Co., Insolvable;  
et

Bilodeau & Chalifour, Curateurs.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 26e jour de novembre 1900.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,  
A. O. CHALIFOUR,  
Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 7 novembre 1900.

3943

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Joseph Pelletier, marchand, Saint-Samuel de Gayhurst, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 novembre 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 7 novembre 1900.

3947

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Herman Lefkovitz, marchand, Rivière à Pierre, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26 novembre 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 7 novembre 1900.

3949

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* The Silver Shoe Co., Insolvent;  
and

Bilodeau & Chalifour, Curators.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collections will be payable at our offices, from the 26th day of November, 1900.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,  
A. O. CHALIFOUR,  
Joint curators.

15, Saint James street.  
Montreal, 7th November, 1900.

3944

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
In the matter of Joseph Pelletier, merchant, Saint-Samuel de Gayhurst, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 27th November, 1900, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 7th November, 1900.

3948

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
In the matter of Herman Lefkovitz, merchant, Rivière à Pierre, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 26th November, 1900, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 7th November, 1900.

3950

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Pierre Moisan, marchand, Saint-Raymond, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 6 novembre 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.  
 V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 7 novembre 1900. 3951

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 113.  
 Dans l'affaire de James Johnston, marchand de fer, Montréal, Failli.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à notre bureau, le 21 novembre 1900.  
 Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.  
 ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.  
 Montréal, 7 novembre 1900. 3941

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure*  
*In re* Richard Sauvageau, Failli.  
 Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur aux biens de la dite faillite par l'honorable juge Lemieux, en date du cinq novembre 1900.  
 Les créanciers de la dite faillite sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, No 1618 rue Notre-Dame, dans un délai de trente jours du présent avis.

L. JOS. LEFAIVRE,  
 Curateur.  
 Montréal, 6 novembre 1900. 3945

*Cour Supérieure.—Quebec.*  
 No 400

*Re* Arthur Matte, Insolvable.  
 Avis est donné que le 5 novembre 1900, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Arthur Matte, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

E. A. PARENT,  
 Curateur.  
 Québec, 6 novembre 1900. 3959

### Règles de Cour

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*  
 District de Montréal. } *Bas-Canada.*  
 No 802.

Le cinquième jour de novembre mil neuf cent.

Présent : Le Protonotaire.

De Philomène Durocher, Demanderesse ;

vs.

Patrick C. Shannon es-qualité, Défendeur ;

et

Dame Hélène Turgeon, Opposante.

Sur ordre de cette cour, donné le cinquième jour de novembre courant (1900), les créanciers du dit Patrick C. Shannon es-qualité, le défendeur en cette

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 In the matter of Pierre Moisan, merchant, Saint-Raymond, Insolvent.  
 Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 6th November, 1900, I have been appointed curator to this estate. All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.  
 V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
 Quebec, 7th November, 1900. 3952

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 113.  
 In the matter of James Johnston, hardware merchant, Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, on the 21st of November, 1900.  
 Any opposition to the said dividend must be filed before this date.  
 ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Joint curators.

41, Street Railway Building.  
 Montreal, 7th November, 1900. 3942

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Richard Sauvageau, Insolvent.  
 I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, has by order of the Honorable Judge Lemieux, dated the fifth day of November, 1900, been appointed curator to the above estate. Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, No. 1618, Notre Dame street, within a delay of thirty days from the present notice.

L. JOS. LEFAIVRE,  
 Curator.  
 Montreal, 6th November, 1900. 3946

*Superior Court.—Quebec.*  
 No. 400.

*Re* Arthur Matte, Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 5th November, 1900, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Arthur Matte, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors. Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

E. A. PARENT,  
 Curator.  
 Quebec, 6th November, 1900. 3960

### Rules of Court

Province of Quebec, } *Superior Court for*  
 District of Montreal. } *Lower Canada.*  
 No. 802.

The fifth day of November, one thousand nine hundred.

Present : The Prothonotary.

Da Philomène Durocher, Plaintiff ;

vs.

Patrick C. Shannon es-qualité, Defendant ;

and

Dame Hélène Turgeon, Opposant'e.

Under the order of this court, given on the fifth day of November instant (1900), the creditors of the said Patrick C. Shannon es-qualité, the defendant in

cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

3929

EDMUND BARRY,  
Dép. P. C. S.

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour de Circuit.*  
No 276.

Saint-Hyacinthe, le vingt-cinq octobre mil neuf cent.

Présent: L'Honorable LOUIS TELLIER, J. C. S.  
(En Chambre.)

Augustin Lanoie, Demandeur ;

va

Joseph Brasseur, fromager, ci-devant de Sainte-Hélène, et maintenant aux États-Unis,

Défendeur ;

et

Eusèbe Dufault et autres, Tiers-Saisis.

Il est ordonné par le juge, sur requête du demandeur, et la faillite alléguée au défendeur Joseph Brasseur, que les créanciers de ce dernier, qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, soient notifiés et requis par deux publications, dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, de produire leurs réclamations, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la dite *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux dispositions de l'article 673 du code de procédure civile.

3875-2

ROY & BEAUREGARD,  
P. C. S.

### Ventes par le Sheriff—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

#### SAISIE SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

*Cou Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } A FONDERIE DE  
Nos 138-125. } L DRUMMOND-  
VILLE, insolvable, et P. E. ROBILLARD ET AL,  
liquidateurs conjoints, et J. E. Girouard, contribu-  
taire.

1° La moitié nord-ouest de la moitié sud-ouest du lot de terre numéro vingt-six, dans le huitième rang du canton de Grantham, maintenant connu comme la moitié nord-ouest du numéro sept cent quatre-vingt-onze (791), du cadastre officiel pour le canton de Grantham—circonstances et dépendances.

2° La moitié nord-est de la moitié nord-ouest du lot de terre numéro vingt-six, dans le huitième rang du canton de Grantham, maintenant connu sous le numéro sept cent quatre-vingt-dix (790), du cadastre officiel pour le canton de Grantham—circonstances et dépendances.

3° Le lot numéro vingt-sept, dans le huitième rang du canton de Grantham, maintenant connu sous le numéro sept cent quatre-vingt-neuf (789), du cadastre officiel pour le canton de Grantham ; à distraire, cependant, la partie détachée du côté nord-ouest et vendue à Onésime Parent—circonstances et dépendances.

4° La partie centrale du lot numéro vingt-six, dans le dixième rang du canton de Grantham, contenant environ cent acres en superficie ; borné au sud-est par François Lafleur, au nord-ouest par Noé Thérien, au sud-ouest par la voie ferrée du Pacifique Canadien, et au nord-est par le cordon

this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette* accompanied by statement or account under oath, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

3930

EDMUND BARRY,  
Dep. P. S. C.

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Circuit Court.*  
No. 276.

Saint Hyacinth, the twenty-fifth day of October, one thousand nine hundred.

Present: The Honorable Mr. Justice LOUIS TELLIER,  
(In Chamber.)

Augustin Lanoie, Plaintiff ;

vs

Joseph Brasseur, cheese maker, heretofore of Sainte-Hélène, and now in the United States of America,

Defendant ;

and

Eusèbe Dufault *et al.*, Tiers-Saisis.

It is ordered by the judge, on motion of plaintiff, and the alleged insolvency of the defendant Joseph Brasseur, that the creditors of the said Brasseur who have not already filed their claims, be notified and required by two publications, in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in the said *Quebec Official Gazette*, in accordance with the provisions of article 673 of the code of civil procedure.

3876

ROY & BEAUREGARD,  
P. S. C.

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### SEIZURE UNDER WINDING UP ACT.

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } A FONDERIE DE  
Nos. 138-125. } L DRUMMONDVILLE,  
Insolvent, et P. E. ROBILLARD ET AL, joint  
liquidators, et J. E. Girouard, contributory.

1. The north west half of the south west half of the lot of land number twenty-six, in the eighth range of the township of Grantham, now known as being the north west half of number seven hundred and ninety-one (791), of official cadastre for the township of Grantham—circumstances and dependencies.

2. The north east half of the north west half of the lot of land number twenty-six, in the eighth range of the township of Grantham, now known under number seven hundred and ninety (790), of official cadastre for the township of Grantham—circumstances and dependencies.

3. Lot number twenty-seven, in the eighth range of the township of Grantham, now known under number seven hundred and eighty-nine (789), of the official cadastre for the township of Grantham ; reserving therefrom, however, the part taken off the north west side and sold to Onésime Parent—circumstances and dependencies.

4. The central part of lot number twenty-six, in the tenth range of the township of Grantham, containing about one hundred acres en superficies ; bounded on the south east side by François Lafleur, on the north west side by Noé Thérien, on the south west side by C. P. R. track, and on the north

entre les dixième et neuvième rangs, maintenant connu comme la partie centrale du numéro neuf cent quatre-vingt-onze (P. C. 991), du cadastre officiel pour le canton de Grantham—circonstances et dépendances.

5. Le lot numéro vingt-sept, dans le neuvième rang du canton de Grantham, maintenant connu sous le numéro neuf cent quatre-vingt-sept (987), du cadastre officiel pour le canton de Grantham—circonstances et dépendances.

6. Le lot numéro vingt-huit, dans le neuvième rang du canton de Grantham, maintenant connu sous le numéro neuf cent quatre-vingt-huit (988), du cadastre officiel pour le canton de Grantham—circonstances et dépendances.

7. Un emplacement situé au nord-est de la rue Hériot, dans la ville de Drummondville, portant le numéro dix-sept (17), du cadastre officiel pour le quartier ouest de la ville de Drummondville—circonstances et dépendances.

8. Un emplacement situé dans le village d'Arthabaskaville, au coin des rues Quesnel et de la Cour, portant le numéro deux cent quarante (240), du cadastre officiel—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus les immeubles désignés de premièrement à sixièmement, inclusivement, à la porte de l'église de Saint-Germain de Grantham, le ONZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi; l'immeuble désigné en septième lieu, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le MEME JOUR, à UNE heure de l'avant-midi, et l'immeuble en huitième et dernier lieu désigné, à mon bureau, au village d'Arthabaskaville, le lendemain, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 6 novembre 1900. 3933  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Arthabaska, à savoir : } ELZEAR VEZINA, avo-  
No 2403. } Eat, Demandeur; contre  
JEAN BILODEAU, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une terre contenant environ soixante-quinze acres en superficie, étant les trois quarts sud-ouest de la moitié sud-ouest du lot numéro neuf, dans le troisième rang du canton de Thetford.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Broughton, le TREIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 6 novembre 1900. 3931  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } ALFRED GENDREAU,  
No 3114. } Demandeur; contre  
NAPOLEON GENDREAU, Défendeur, savoir :

Un terrain étant la partie nord-ouest du lot numéro cent cinquante-huit (158), suivant les plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, et de plus, la partie nord-ouest du lot numéro cent cinquante-neuf (159), suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la

east by the range line between the tenth and ninth ranges, now known as the central part of number nine hundred and ninety-one (C. P. 991), of official cadastre for said township of Grantham—circumstances and dependencies.

5. The lot number twenty-seven, in the ninth range of the township of Grantham, now known as number nine hundred and eighty-seven (987), of official cadastre for the township of Grantham—circumstances and dependencies.

6. The lot number twenty eight, in the ninth range of the township of Grantham, now known as number nine hundred and eighty-eight (988) of official cadastre for the township of Grantham—circumstances and dependencies.

7. An emplacement situate in the north east side of Hériot street, in the town of Drummondville, bearing number seventeen (17), of official cadastre for the west ward of the town of Drummondville—circumstances and dependencies.

8. An emplacement situate in the village of Arthabaskaville, at the corner of Quesnel and Court streets, bearing number two hundred and forty (240), of official cadastre—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold the immovables from the firstly to the sixthly designated, inclusively, at the parochial church door of Saint Germain de Grantham, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; immoveable seventhly described at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon, and immoveable eighthly described, at my office, in the village of Arthabaskaville, next day, TWELFTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 6th November, 1900. 3934  
[First published, 10th November, 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Arthabaska, to wit : } ELZEAR VEZINA,  
No. 2403. } Advocate, Plaintiff;  
against JEAN BILODEAU, Defendant.

As belonging to defendant :

A piece of land containing about seventy-five acres in superficies, being the south west three quarters of the south west half of lot number nine, in the third range of the township of Thetford.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre of Broughton, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 6th November, 1900. 3932  
[First published, 10th November, 1900.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } ALFRED GENDREAU,  
No. 3114. } Plaintiff; against NAPOLEON GENDREAU, Defendant, to wit :

A lot being the north west part of lot number one hundred and fifty-eight (158), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of Saint François, and also, the north west part of lot number one hundred and fifty-nine (159), on the official plan and book of reference of

paroisse de Saint-François, étant toute la partie de l'écore vis-à-vis la dite partie du dit lot numéro cent cinquante-huit (158), et le droit de toutes servitudes actives conjointement avec le propriétaire de l'autre partie du dit lot 158, acquises par les auteurs de J. E. Proux et lui-même sur le lot 155, du dit cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 5 novembre 1900. 3925

[Première publication, 10 novembre 1900.]

the parish of Saint François, being all the part of the gore (l'écore) opposite to the said part of said lot number one hundred and fifty-eight (158), and the right of all the active servitudes jointly with the owner of the other part of the said lot 158, acquired by the predecessors of J. E. Proux and himself on lot 155, of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Saint François de la Beauce, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at NOON.

JOS. POIRIER

Sheriff's office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 5th November, 1900. 3020

[First published, 10th November, 1900.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat—Séjour à Trois-Pistoles.

No 105. } L'HONORABLE THOMAS P. PELLETIER, Demandeur; contre MAGLOIRE CASTONGUAY, Défendeur.

1° Une terre située dans le seizième rang du canton Bégon, dans le comté de Témiscouata, portant le numéro (34) trente-quatre, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton—circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située au même endroit et portant les numéros (35a et 35b) trente-cinq a et trente-cinq b, du même cadastre et du même canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Jean de Dieu, MERCREDI, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 13 octobre 1900. 3727-2

[Première publication, 20 octobre 1900.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir: } OCTAVE RIOUX, Demandeur; contre THOMAS NADEAU, Défendeur, et Samuel Charles Riou, procureur distrayant.

Un emplacement situé au premier rang de la paroisse de Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, d'environ trente-six perches en superficie, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous le numéro (125) cent vingt-cinq—avec une maison, une boulangerie et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Trois-Pistoles, MERCREDI, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 13 octobre 1900. 3773-2

[Première publication, 20 octobre 1900.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court—Sitting at Trois-Pistoles.

No. 105. } THE HONORABLE THOMAS P. PELLETIER, Plaintiff; against MAGLOIRE CASTONGUAY, Defendant.

1. A lot situate in the sixteenth range of the township Bégon, in the county of Témiscouata, bearing the number 34, (thirty-four), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said township—circumstances and dependencies.

2. Another land situate at the same place and bearing the numbers (35a and 35b) thirty-five a and thirty-five b, of the same cadastre and of the same township—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Jean de Dieu, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 13th October, 1900. 3728

[First published, 20th October, 1900.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit: } OCTAVE RIOUX, Plaintiff; against THOMAS NADEAU, Defendant, and Samuel Charles Riou, attorney distracting.

An emplacement being and lying in the first range of the parish of Trois Pistoles, in the county of Témiscouata, containing about thirty-six perches in area, known on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish as number (125), one hundred and twenty-five—with a house, a bakery and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Trois-Pistoles, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Fraserville, 13th October, 1900. 3774

[First published, 20th October, 1900.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **PHILEAS BERNIER,**  
District of Montmagny. } commerçant, de la  
No 267. } paroisse du Cap Saint-  
Ignace; contre **ALPHONSE BERNIER,** du même  
lieu, savoir :

Un terrain d'environ un demi arpent carré, situé sur le haut de la première concession de la paroisse du Cap Saint-Ignace, une partie du nord du lot numéro cent quarante quatre (144), du cadastre officiel pour la dite paroisse du Cap Saint-Ignace; borné au nord au chemin de sieur Edouard Fournier qui sépare le présent terrain d'avec le terrain de sieur Philéas Bernier, au sud à Stanislas Coulombe, joignant du côté nord-est au même, et du côté sud-ouest à une route publique—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, **MERCREDI,** le **VINGT-UNIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 15 octobre 1900. 3751-2  
[Première publication, 20 octobre 1900.]

ventes par le Shérif—Montreal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH THOMAS MAR-**  
No 1207. } **CHAND,** négociant de  
la cité et du district de Montréal, en sa qualité de  
curateur à la succession vacante de Napoléon  
Arthur Hurteau, en son vivant négociant, du même  
lieu, Demandeur; contre les terres et tenements de  
**JOSEPH DUCLOS,** agent, de la cité et du  
district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre composé des lots de subdivisions Nos 3, 4, 5, 6 et 7, du numéro officiel 434, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Sainte-Catherine, et contenant en superficie 12285 pieds, plus ou moins. Mais à distraire le droit de passage en commun sur le lot de subdivision No 7, en faveur des lots de subdivisions 1 et 2, du dit lot 434, déjà vendus. Pour être vendus ensemble, en bloc, suivant jugement de l'honorable juge Archibald, en date du 31 octobre 1900.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le **QUATORZIÈME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 7 novembre, 1900. 3953  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**  
No 1846. } **AND MORTGAGE**  
**COMPANY,** corps politique et incorporé, ayant sa  
principale place d'affaires dans les cité et district de  
Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements  
de **ROBERT WISEMAN,** de la ville de  
Saint-Louis, dans le district de Montréal, en sa  
qualité de tuteur à ses trois enfants issus de son  
mariage avec feu Dame Margaret McDonald, décédée,  
et le dit Robert Wiseman, personnellement et  
individuellement.

Saisi comme appartenant aux trois enfants du dit

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Quebec. } **PHILEAS BERNIER,**  
District of Montmagny. } trader, of the parish  
No. 257. } of Cap Saint Ignace;  
against **ALPHONSE BERNIER,** of the same place,  
to wit :

A land of about one half arpent square, situate at the upper end (haut) of the first concession of the parish of Cap Saint Ignace, a part of the north of lot number one hundred and forty-four (144), of the official cadastre for the said parish of Cap Saint Ignace; bounded on the north by the road of Edouard Fournier, which separates the present lot from that of Philéas Bernier, on the south by Stanislas Coulombe, on the north east side by the same, and on the south west side by a public by-road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, on **WEDNESDAY,** the **TWENTY-FIRST** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 15th October, 1900. 3752  
[First published, 20th October, 1900.]

Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLICNOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH THOMAS MAR-**  
No. 1207. } **CHANT,** trader, of the  
city and district of Montreal, in his quality of cur-  
ator to the vacant estate of Napoléon Arthur Hur-  
teau, in his lifetime, trader, of the same place,  
Plaintiff; against the lands and tenements of  
**JOSEPH DUCLOS,** agent, of the city and district  
of Montreal, Defendant.

A lot of land made up of subdivision lots Nos. 3, 4, 5, 6 and 7, of the official number 434, on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, fronting on Saint Catherine street, and containing in area 12285 feet, more or less. But reserving the right of passage in common on subdivision lot No. 7, in favor of subdivision lots 1 and 2, of the said lot 434, already sold. To be sold together (*en bloc*) pursuant to a judgment of the Honorable Judge Archibald, dated the 31st of October, 1900.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FOURTEENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montreal, 7th November, 1900. 3954  
[First published, 10th November, 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**  
No. 1846. } **AND MORTGAGE**  
**COMPANY,** a body politic and corporate, having its  
principal place of business in the city and district  
of Montreal, Plaintiff; against the lands and  
tenements of **ROBERT WISEMAN,** of the town of  
Saint Louis, in the district of Montreal, in his  
quality of tutor to his three children issue of his  
marriage with the late Dame Margaret McDonald,  
deceased, and the said Robert Wiseman, personally  
and individually, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant's three-

défendeur et en la possession du dit défendeur *es-qualité*, l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un lot de terre situé à Outremont, dans la paroisse de Saint-Enfant Jésus, connu comme partie du lot numéro vingt-trois, de la subdivision du lot numéro trente-six, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; le dit lot maintenant saisi étant borné comme suit en front par l'avenue Wiseman, étant le numéro vingt-neuf, de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-six, en arrière par le numéro officiel trente-sept, d'un côté par la subdivision officielle numéro vingt-quatre, du dit lot numéro trente-six, et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision officielle numéro vingt-trois, des dits plans officiels, étant partie de l'avenue projetée Van Horne.

La dite partie du dit lot de terre maintenant saisie contenant soixante et treize pieds six pouces (73-6) de largeur au front sur l'avenue Wiseman, et soixante et dix-huit pieds (78-0) de largeur en arrière, sur une profondeur de deux cent soixante et huit pieds (268), formant une superficie de vingt mille trois cents pieds (20,300), mesure anglaise—avec les bâtisses comprenant six maisons outre les étables, remises sus-érigées et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 novembre 1900.  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

children, and in the possession of the said defendant *es-qualité*, the immovable hereinafter mentioned, to wit :

Acertain lot of ground situate at Outremont, in the parish of Saint-Enfant de Jésus, known as part of lot number twenty-three, of the subdivision of the lot number thirty-six, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; the said lot now seized being bounded as follows : in front by Wiseman Avenue, being number twenty-nine, of the official subdivision of the said lot number thirty-six, in rear by official number thirty-seven, on one side by official subdivision number twenty-four, of said lot number thirty-six, and on the other side by the remainder of the said official subdivision lot number twenty-three, of the said official plans, being part of projected Van Horne Avenue.

The said part of the said lot of ground now seized containing seventy-three feet six inches (73-6) in width at the front on Wiseman Avenue, and seventy-eight feet (78-0) in width at the rear, by a depth of two hundred and sixty-eight feet (268), forming a total superficies of twenty thousand three hundred feet (20,300), english measure—with the buildings comprising six houses besides stables, sheds and dependencies thereto belonging thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 7th November, 1900.  
[First published, 10th December, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **LE CREDIT FONCIER** No 3173. **FRANCO-CANADIEN**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de **JAMES BAXTER**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1<sup>o</sup> Ce terrain—avec les bâtisses dessus construites, faisant partie du numéro dix-neuf, de la subdivision du lot officiel numéro primitif dix-neuf, du cadastre du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, contenant la dite partie vingt et un pieds de front par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; borné des deux côtés par le résidu du dit lot de subdivision numéro dix-neuf, en front par la rue Saint-Laurent, et en profondeur par une ruelle portant le numéro vingt-quatre, de la subdivision officielle du dit lot numéro primitif dix-neuf.

2<sup>o</sup> Ce terrain—avec les bâtisses dessus construites, formé comme suit : A. D'une partie du lot de subdivision numéro dix-neuf susdit, contenant deux pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par le lot de subdivision numéro vingt-quatre, du dit lot numéro primitif dix-neuf, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro dix-neuf, et de l'autre côté par le numéro vingt, de la subdivision officielle du dit lot primitif numéro dix-neuf, du dit cadastre ; B. D'une partie du dit lot de subdivision numéro vingt, du dit lot numéro primitif dix-neuf, contenant dix-huit pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue Saint-Laurent, d'un côté par le lot de subdivision numéro dix-neuf susdit, et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt, et en profondeur par le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre.

3<sup>o</sup> Un terrain—avec bâtisses dessus construites, composé comme suit : A. D'une partie du dit lot de subdivision numéro vingt, du dit lot primitif numéro dix-neuf, contenant sept pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt, d'autre côté par le lot de subdivision numéro vingt et un, du dit lot primitif numéro officiel dix-neuf, en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **LE CREDIT FONCIER** No. 3173. **FRANCO CANADIEN**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JAMES BAXTER**, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot—with the buildings thereon erected, forming part of number nineteen, of the subdivision of the official lot primitive number nineteen, of the cadastre of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, said part containing twenty-one feet in front by ninety-one feet in depth ; bounded on both sides by the residue of the said subdivision lot number nineteen, in front by Saint Lawrence street, and in rear by a lane bearing the number twenty-four, of the official subdivision of the said lot primitive number nineteen.

2. That lot—with the buildings thereon erected made up as follows : A. Of a part of subdivision lot number nineteen aforesaid, containing two feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in depth by the subdivision lot number twenty-four, of the said lot primitive number nineteen, on one side by the residue of the said subdivision lot number nineteen, and on the other side by number twenty of the official subdivision of the said primitive lot number nineteen, of the said cadastre ; B. Of a part of the said subdivision lot number twenty, of the said lot primitive number nineteen, containing eighteen feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in one side by subdivision lot number nineteen aforesaid, and on the other side by the residue of the said subdivision lot number twenty, and in depth by the said subdivision lot number twenty-four.

3. A lot—with the buildings thereon erected, made up as follows : A. Of a part of the said subdivision lot number twenty, of the said primitive lot number nineteen, containing seven feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded on one side by the residue of the said subdivision lot number twenty, on the other side by subdivision lot number twenty-one, of the said primitive lot official number nineteen, in front by Saint Lawrence street, in

le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre du dit lot primitif numéro dix-neuf ; B. D'une partie du dit lot de subdivision numéro vingt et un, du dit lot primitif numéro dix-neuf, contenant treize pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre, d'un côté par le dit lot de subdivision numéro vingt, et d'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt et un.

4° Un terrain—avec bâtisses dessus construites composé comme suit : A. D'une partie du dit lot de subdivision numéro vingt et un susdit, contenant douze pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue Saint-Laurent ; en profondeur par le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt et un, et d'autre côté par le numéro vingt-deux, de la subdivision officielle du dit lot primitif numéro dix-neuf ; B. D'une partie du dit lot de subdivision numéro vingt-deux, contenant huit pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre, d'un côté par le dit lot de subdivision numéro vingt et un, et d'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt-deux.

5. Un terrain—avec bâtisses dessus construites, composé comme suit : A. D'une partie du dit lot de subdivision numéro vingt-deux, contenant dix-sept pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt-deux, et d'autre côté par le lot numéro vingt-trois de la subdivision officielle du dit lot primitif dix-neuf ; B. D'une partie du dit lot de subdivision numéro vingt-trois contenant trois pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre, d'un côté par le dit lot de subdivision numéro vingt-deux, et d'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt-trois.

6. Un terrain—avec bâtisses dessus construites, formant partie du dit lot de subdivision numéro vingt-trois, contenant vingt-deux pieds de largeur par environ quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par le dit lot de subdivision numéro vingt-quatre, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro vingt-trois, et d'un autre côté par la rue Guilbault.

Tous ces lots et immeubles forment une seule et même exploitation, et situés dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, avec droit de passage dans la ruelle portant le numéro vingt-quatre, de la subdivision officielle du dit lot primitif dix-neuf.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 6 novembre 1900. Shérif. 3939  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LOUIS BOUVIER, marchand de fruits, de la ville de Montréal, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de THOMAS A. RICHARDSON, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, comme lot numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (394), le dit lot faisant

depth by the said subdivision number twenty-four, of the said primitive lot number nineteen ; B. Of a part of the said subdivision lot number twenty-one, of the said primitive lot number nineteen, containing thirteen feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in depth by the said subdivision lot number twenty-four, on one side by the said subdivision lot number twenty, and on the other side by the residue of the said subdivision lot number twenty-one.

4. A lot—with buildings thereon erected, made up as follows : A. Of a part of subdivision lot number twenty-one aforesaid, containing twelve feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in depth by the said subdivision lot number twenty-four, on one side by the residue of the said subdivision lot number twenty-one, and on the other side by number twenty-two, of the official subdivision of the said primitive lot number nineteen ; B. Of a part of the said subdivision lot number twenty-two, containing eight feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in depth by the said subdivision lot number twenty-four, on one side by the said subdivision lot number twenty-one, and on the other side by the residue of the said subdivision lot number twenty-two.

5° A lot—with buildings thereon erected, made up as follows : A. Of a part of the said subdivision lot number twenty-two, containing seventeen feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by the Saint Lawrence street, in depth by the said subdivision lot number twenty-four, on one side by the residue of the said subdivision lot number twenty-two, and on the other side by lot number twenty-three of the official subdivision of the said lot primitive number nineteen ; B. Of a part of the said subdivision lot number twenty-three, containing three feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in depth by the said subdivision lot number twenty-four, on one side by the said subdivision lot number twenty-two, and on the other side by the residue of the said subdivision lot number twenty-three.

6. A lot—with buildings thereon erected, forming part of the said subdivision lot number twenty-three, containing twenty-two feet in width by about ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in depth by the said subdivision lot number twenty-four, on one side by the residue of the said subdivision lot number twenty-three, and on another side by Guilbault street.

All these lots and immovables forming one and the same plot, and situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, with right of passage in the lane bearing the number twenty-four, of the official subdivision of the said lot primitive number nineteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 6th November, 1900. Sheriff. 3940  
[First published, 10th November, 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LOUIS BOUVIER, fruit dealer, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THOMAS A. RICHARDSON, of the same place, Defendant.

A lot of land lying and being in the Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, known and distinguished upon the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, as lot number three hundred and ninety-four (394),

front sur la rue Saint-Laurent—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 6 novembre 1900. 3937  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

**MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **ALEXANDRE DESMAR-**  
No 97. } **TEAU**, comptable, de la  
cité de Montréal, dans le district de Montréal,  
curateur et requérant, à ce dûment autorisé sous  
l'article 879 du Code de procédure civile de la pro-  
vince de Québec, comme curateur aux biens de  
**CHARLES DESJARDINS**, entrepreneur, de la  
cité de Montréal, Failli.

Ce terrain situé en la cité de Montréal, étant le  
lot de terre connu et désigné sur les plan et livre  
de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, sous  
le numéro sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799) ;  
borné en front par la rue Saint-André ; à distraire,  
cependant, du dit terrain un emplacement de cin-  
quante-deux (52) pieds de front par quatre-vingt-  
dix (90) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure  
anglaise, tel que décrit dans l'acte de vente enregis-  
tré sous le numéro 44486, formant le coin sud-est du  
dit lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799) ;  
borné en front par la rue Saint-André, en arrière  
et du dit côté nord-ouest par le résidu du dit lot  
numéro sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799), et  
de l'autre côté, au sud-est, par le lot numéro huit  
cent (800), des dits plan et livre de renvoi officiels—  
avec douze maisons et toutes les autres bâtisses sus-  
érigées sur le dit résidu du dit lot numéro sept cent  
quatre-vingt-dix-neuf, et avec toutes les dépendan-  
ces y appartenant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE  
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 7 novembre 1900. 3955  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **REVEREND MESSIRE**  
No 1674. } **THOMAS DAGENAIS**,  
curé de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, dis-  
trict de Joliette, en sa qualité d'exécuteur testa-  
mentaire de feu Stanislas Dagenais, en son vivant  
bourgeois, de la ville de L'Assomption, district de  
Joliette, et le dit Révérend Thomas Dagenais,  
George Dagenais, bourgeois, de la paroisse du Sault  
au Récollet, district de Montréal, Martial Dage-  
nais, bourgeois, de la paroisse de Saint-Roch de  
l'Achigan, district de Joliette, Catherine Dagenais,  
de la paroisse de Saint Léonard de Port Maurice,  
district de Montréal, veuve de Jean Baptiste  
Jodoin, en son vivant du même lieu, Mathilde *alias*  
Domithilde Dagenais, épouse de Théophile Cadore-  
rette, cultivateur, de la paroisse de Saint-Léonard  
de Port Maurice, district de Montréal, et le dit  
Théophile Cadorette, personnellement et pour auto-  
riser son épouse, Louis Dagenais, cultivateur de la  
paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal,  
Madeleine Dagenais, fille majeure et usant de ses  
droits, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan,  
district de Joliette, Amélie Dagenais, de la paroisse  
de Saint Léonard de Port Maurice susdit, veuve de  
Antoine Pigeon, en son vivant instituteur, du même  
lieu, en leur qualité de légataires universels, du dit  
feu Stanislas Dagenais, Demandeurs ; contre les  
terres et tenements de **STANISLAS CORBEIL**,  
de la paroisse de Saint Léonard de Port Maurice de  
Montréal, Défendeur.

Une terre sise et située à la Côte Saint-Michel,

said lot fronting upon Saint Lawrence street—with  
the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the THIRTEENTH day of DECEMBER next,  
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 6th November, 1900. 9938  
[First published, 10th November, 1900.]

**CURATORS' WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **ALEXANDRE DESMAR-**  
No. 97. } **TEAU**, accountant, of the  
city of Montreal, in the district of Montreal, curator  
and applicant, hereunto duly authorized under  
article 879 of the Code of civil procedure of the  
province of Quebec, as curator to the estate of  
**CHARLES DESJARDINS**, contractor, of the city  
of Montreal, Insolvent.

That lot situate in the city of Montreal, being  
the lot of land known and described on the official  
plan and in the book of reference of Saint James  
ward, as number seven hundred and ninety-nine  
(799) ; bounded in front by Saint Andrews street ;  
reserving, however, from the said lot a lot of  
fifty-two (52) feet in front by ninety (90) feet in  
depth, more or less, english measure, such as de-  
scribed in the deed of sale registered under the  
number 44486, forming the south-east corner of the  
said lot number seven hundred and ninety-nine  
(799) ; bounded in front by Saint Andrews street,  
in rear and on the said north west side by the resi-  
due of the said lot number seven hundred and  
ninety-nine (799), and on the other side to the  
south east by lot number eight hundred (800), of  
the said official plan and book of reference—with  
twelve houses and all the other buildings thereon  
erected on the said residue of the said lot number  
seven hundred and ninety-nine (799), and with  
all the dependencies thereunto appertaining.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the FOURTEENTH day of DECEMBER next,  
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 7th November, 1900. 3956  
[First published, 10th November, 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE REVEREND MES-**  
No. 1674. } **SIRE THOMAS DAGE-**  
**NAIS**, parish priest of the parish of Saint Roch de  
l'Achigan, district of Joliette, in his quality of  
testamentary executor of the late Stanislas Dagenais,  
in his lifetime gentleman, of the town of L'Assomp-  
tion, district of Joliette, and the said Reverend  
Thomas Dagenais, George Dagenais, gentleman, of  
the parish of Sault au Récollet, district of Montreal,  
Martial Dagenais, gentleman, of the parish of Saint  
Roch de l'Achigan, district of Joliette, Catherine  
Dagenais, of the parish of Saint Léonard de Port  
Maurice, district of Montreal, widow of the late  
Jean Baptiste Jodoin, in his lifetime of the same  
place, Mathilde *alias* Domithilde Dagenais, wife of  
Théophile Cadorette, farmer, of the parish of Saint  
Léonard de Port Maurice, district of Montreal, and  
the said Théophile Cadorette, personally and to  
authorize his wife, Louis Dagenais, farmer, of the  
parish of Sault au Récollet, district of Montreal,  
Madeleine Dagenais, spinster, and using her rights,  
of the parish of Saint Roch de l'Achigan, district  
of Joliette, Amélie Dagenais, of the parish of Saint  
Léonard de Port Maurice aforesaid, widow of the  
late Antoine Pigeon, in his lifetime school teacher,  
of the same place, in their quality of universal  
legatees of the said late Stanislas Dagenais, plain-  
tiffs ; against the lands and tenements of Stanislas  
Corbeil, of the parish of Saint Léonard de Port  
Maurice of Montreal, Defendant.

A land situate, being and lying at la Côte Saint

autrefois dans la paroisse du Sault au Récollet, et maintenant dans la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro quatre cent quarante trois (443), de trois arpents de front sur vingt-trois arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front par le chemin de la dite Côte Saint-Michel, en arrière par les terres de la Côte Visitation, d'un côté au nord-est par le lot numéro quatre cent quarante-deux (442), et de l'autre côté, au sud-ouest, par les lots numéros quatre cent quarante-quatre (444) et quatre cent quarante cinq (445), des plan et livre de renvoi officiels plus haut mentionnés et avec les bâtisses dessus construites, à charge des droits qui peuvent exister en faveur des enfants de Paul Corbeil et de Dame Sophie Jodoin, en vertu d'un acte de donation par Paul Corbeil et *uxor* à Paul Corbeil, fils et *uxor*, devant J. A. Labadie, notaire, à Montréal, en date du 17 mai 1848, à l'exclusion du défendeur en cette cause et de ceux qui ont transporté leurs droits au dit défendeur ou à ses auteurs, et aussi à charge des droits qui peuvent exister encore en faveur du dit Paul Corbeil, en vertu du même acte.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 octobre 1900. [Première publication, 20 octobre 1900.]

Michel, heretofore in the parish of Sault au Récollet, and now in the parish of St. Leonard de Port Maurice, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault au Récollet, as number four hundred and forty-three (443), containing three arpents in front by twenty-three arpents in depth, more or less; bounded in front by the road of the said Côte Saint Michel, in rear by the lands of la Côte Visitation, on one side to the north-east by lot number four hundred and forty two (442), and on the other side, to the south-west, by lots numbers four hundred and forty four (444) and four hundred and forty-five (445), of the official plan and in the book of reference hereabove mentioned and with the buildings thereon erected; subjected to the charge of all rights which may exist in favor of the children of Paul Corbeil and Dame Sophie Jodoin, according to a deed of gift by Paul Corbeil and *uxor*, to Paul Corbeil, junior and *uxor*, before J. A. Labadie, notary, of Montreal, passed on the seventeenth of May, 1848, to the exclusion of the defendant in this cause, and of those who have transferred their rights to the said defendant or to his predecessors and also to the charge of the rights which may exist in favor of the said Paul Corbeil, in virtue of the said deed.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 17th October, 1900. [First published, 20th October, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LE CREDIT FONCIER  
No. 561. } FRANCO-CANADIEN,  
corps politique et incorporé, ayant le bureau principal de ses affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de l'honorable JAMES McSHANE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1<sup>e</sup> Cette propriété faisant front à la rue Notre-Dame, dans le quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et composée de : A. Un lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro huit cent soixante-dix (870), contenant quarante-cinq (45) pieds de largeur sur vingt-huit (28) pieds de profondeur, et de là trente (30) pieds de largeur sur soixante-deux pieds de profondeur. B. Un lot de terre faisant partie du lot huit cent soixante-onze (871), du dit quartier et étant à une distance de vingt-huit (28) pieds et neuf (9) pouces de la ligne de la rue Notre-Dame; borné au côté sud-est par une partie du dit lot officiel huit cent soixante-onze (871), le long de laquelle il mesure neuf (9) pieds, au côté sud-ouest, par le dit lot officiel numéro huit cent soixante-dix (870), le long duquel il mesure cinquante-un (51) pieds et trois (3) pouces; à l'extrémité nord-ouest par une partie du dit lot officiel numéro huit cent soixante-onze (871), le long duquel il mesure sept (7) pieds et cinq (5) pouces, et du côté nord-est par une autre partie du dit lot huit cent soixante-onze (871), le long duquel il mesure cinquante-un (51) pieds et trois (3) pouces—le tout avec bâtisse surélevée.

2<sup>e</sup> Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro huit cent quatre-vingt-douze (892); borné en front par la rue Saint-Jacques—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, moins la partie expropriée pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques.

3<sup>e</sup> Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro mil huit cent trente-cinq (1835); borné en front par la

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER  
No. 561. } FRANCO-CANADIEN,  
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands of tenements of the Honorable JAMES McSHANE, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. That property fronting on Notre Dame street, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and composed of : A. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, as number eight hundred and seventy (870), containing forty-five (45) feet in width by twenty-eight (28) feet in depth, and from thence thirty feet (30), in width by sixty-two feet in depth : B. Of a piece of land forming part of lot eight hundred and seventy-one (871), of the said ward, and being at a distance of twenty-eight (28) feet and nine (9) inches from the line of Notre Dame street; bounded on the south east side by a part of said official lot eight hundred and seventy-one (871), along which it measures nine (9) feet, on the south west side by said official lot number eight hundred and seventy (870), along which it measures fifty-one (51) feet and three (3) inches, at the north west end by a part of said official lot number eight hundred and seventy-one (871), along which it measures seven (7) feet and five (5) inches, and on the north east side by another part of said lot eight hundred and seventy-one (871), along which it measures fifty-one (51) feet and three (3) inches—the whole with building thereon erected.

2. A lot of land situate and being in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as number eight hundred and ninety-two (892); bounded in front by Saint James street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; less the part expropriated for widening Saint James street.

3. A lot of land situate and being in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward, as number one thousand eight hundred and thirty-five (1835);

rue Saint-Maurice—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro deux cent cinq (205) ; borné en front par la rue Chatham—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5° Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, composé des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous les numéros huit cent quatre-vingt-neuf (889) et huit cent quatre-vingt-dix (890) ; borné en front par la rue Saint-Jacques et formant le coin de la dite rue Saint-Jacques et de la ruelle Roy—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; moins la partie expropriée pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques.

6° La moitié nord-ouest d'un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro douze cent quatre-vingt-onze (1291), la dite moitié mesurant vingt-huit (28) pieds de largeur par quatre-vingt-quinze (95) pieds et six (6) pouces de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la rue Université, en arrière et d'un côté par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit, et de l'autre côté par le résidu du dit lot douze cent quatre-vingt-onze (1291)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

7° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro dix-sept cent soixante-sept (1767) ; borné en front par le carré Chaboillez—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

8° Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, dit district, connus sous les numéros soixante et dix-huit (78) et soixante et dix-neuf (79), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille deux cent trente-neuf (3239) ; bornés en front par la rue Wellington, en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 octobre 1900. Shérif. 3771-2  
[Première publication, 20 octobre 1900].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LEONIDAS VILLE-  
No 2154. } NEUVE, de la ville  
de Saint-Louis, district de Montréal, JOSEPH  
OCTAVE VILLENEUVE, des cité et district de  
Montréal, tous deux marchands, faisant affaires  
ensemble en société dans la ville de Saint-Louis, dit  
district, sous les nom et raison de L. Villeneuve  
et Cie., Demandeurs ; contre les terres et tènements  
de JAMES BAXTER, des cité et district de  
Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement portant le numéro quatre-vingt-six (86), de la subdivision du numéro officiel quatre-vingt (80-86), d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé d'Hochelaga, maintenant de la cité de Montréal, comté d'Hochelaga ; borné en front par le sud-ouest par la rue Moreau, en profondeur vers le nord-est, par le numéro soixante-seize (76), d'un côté, au sud-est par le numéro de subdivision quatre-vingt-cinq

bounded in front by Saint Maurice street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A lot of land situate and being in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as number two hundred and five (205) ; bounded in front by Chatham street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. A lot situate and being in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, composed of the lots known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine's ward, as numbers eight hundred and eighty-nine (889) and eight hundred and ninety (890) ; bounded in front by Saint James street, and forming the corner of the said Saint James street and of Roy lane—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; less the part expropriated for widening Saint James street.

6. The north west half of a lot of land situate in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, as number twelve hundred and ninety-one (1291), said half containing twenty-eight (28) feet in width by ninety-five (95) feet six inches in depth, more or less ; bounded in front by University street, in rear and on one side by a lane in common with the parties entitled thereto, and on the other side by the residue of the said lot twelve hundred and ninety-one (1291)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

7. A lot of land situate and being in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward, as number seventeen hundred and sixty-seven (1767) ; bounded in front by Chaboillez square—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

8. Two lots of land situate and being in Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, said district, known as numbers seventy-eight (78) and seventy-nine (79), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number three thousand two hundred and thirty-nine (3239) ; bounded in front by Wellington street, in rear by a lane in common with those entitled thereto—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 17th October, 1900. Sheriff. 3772  
[First published, 20th October, 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LEONIDAS VILLENEUVE,  
No. 2154. } of the town of Saint-Louis,  
district of Montreal, JOSEPH OCTAVE VILLE-  
NEUVE, of the city and district of Montreal, both  
merchants, doing business together in copartner-  
ship in the town of Saint-Louis, said district, under  
the style and firm of "L. Villeneuve & Cie",  
Plaintiffs ; against the lands and tenements of  
JAMES BAXTER, of the city and district of  
Montreal, Defendant.

1. A lot of land or emplacement bearing number eighty-six, (86) of the subdivision of official number eighty (80-86), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, now of the city of Montreal, county of Hochelaga ; bounded in front on the south west by Moreau street, in depth towards the north east by number seventy-six (76), on one side to the south east by subdivision number eighty-five (85), of the said official

(85), du dit lot officiel numéro quatre-vingt (80-85), et de l'autre côté au nord-ouest par le lot de subdivision quatre-vingt-sept du dit lot officiel quatre-vingt (80-87), contenant quarante-huit pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, formant une superficie totale de quatre mille huit cents pieds (4800).

2° Un lot de terre ou emplacement portant le numéro quatre-vingt-trois (83), de la subdivision du lot officiel numéro quatre-vingt (80-83), d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé d'Hochelega, maintenant de la cité de Montréal, comté d'Hochelega; borné en front vers le sud-ouest par la rue Moreau, en profondeur vers le nord-est par le numéro soixante et seize (76), d'un côté au sud-est par le lot de subdivision numéro quatre-vingt-deux (82), du dit lot officiel numéro quatre-vingt (80-82), et de l'autre côté au nord-ouest par le lot de subdivision numéro quatre-vingt-deux du dit lot officiel numéro quatre-vingt (80-84), contenant quarante-huit pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, formant une superficie totale de quatre mille huit cents pieds (4800).

3° Les lots de terre ci-après mentionnés tous adjacents, savoir :

A. Un terrain faisant partie du No 3, subdivision du No 19, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, et contenant 19 pieds de front par 89 pieds et 6 pouces de profondeur; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par une ruelle portant le No 24, des dits plans, d'un côté par le lot numéro deux (No 2), de la dite subdivision, et de l'autre côté par le résidu du dit No 3—avec bâtisses dessus érigées.

B. Un terrain faisant partie du dit No 3, dans le dit quartier et contenant 6 pieds de front par quatre-vingt-neuf (89) pieds et six (6) pouces de profondeur; borné en front par la rue Saint-Laurent, d'un côté par le résidu du dit No 3, de l'autre côté par le numéro quatre, subdivision du dit numéro 19, et en arrière par le dit No 24.

Un terrain faisant partie du dit No 4, dans le dit quartier, contenant treize pieds de largeur par 89 pieds et 6 pouces de profondeur; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par le dit lot No 24, d'un côté par le dit No 3, de l'autre côté par le résidu du dit No 4—avec bâtisses érigées sur les dits terrains.

Ces deux terrains formant une seule exploitation, seront vendus en bloc.

C. Un terrain faisant partie du dit No 4, dans le dit quartier, et contenant 12 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par le dit numéro 24, d'un côté par le dit résidu No 4, et de l'autre côté par le numéro cinq, subdivision du dit No 19.

Un terrain faisant partie du dit No 5, dans le dit quartier, contenant 7 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par le dit No 24, d'un côté par le dit No 4, et de l'autre côté par le résidu du dit No 5—avec bâtisses érigées sur les dits terrains.

Ces deux terrains ne formant qu'une seule exploitation, seront vendus en bloc.

D. Un terrain faisant partie du dit No 5 dans le dit quartier, contenant 18 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par le dit lot No 24, d'un côté par le résidu du dit No 5, et de l'autre côté par le No 6, subdivision du dit No 19.

Un terrain faisant partie du dit No 6, dans le dit quartier, contenant un pied de largeur par 90 pieds de profondeur; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par le dit No 24, d'un côté par le dit No 5, et de l'autre côté par le résidu du dit No 6—avec bâtisses érigées sur les dits terrains, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de

lot number eighty (80-85), and on the other side to the north west by subdivision lot eighty-seven, of the said official lot eighty (80-87), containing forty-eight feet in width by one hundred feet in depth, forming a total area of four thousand eight hundred feet (4800).

2. A lot of land or emplacement bearing number eighty-three (83), of the subdivision of official lot number eighty (80-83), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelega, now of the city of Montreal, county of Hochelega; bounded in front towards the south west by Moreau street, in depth towards the north east by number seventy-six (76), on one side to the south east by subdivision lot number eighty-two (82), of the said official lot number eighty (80-82), and on the other side to the north west by subdivision lot number eighty-four, of the official lot number eighty (80-84), containing forty-eight feet in width by one hundred feet in depth, english measure, forming a total area of four thousand eight hundred feet (4800).

3. The lots of land hereinafter mentioned all adjacents, to wit :

A. A lot being part of No. 3, subdivision of No. 19, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, and containing 19 feet in front by eighty-nine feet and 6 inches in depth; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by a lane bearing the number 24, of the same plan, on one side by lot number two (No. 2), of the said subdivision, and on the other side by the residue of the said number 3—with buildings thereon erected.

B. A lot being part of said number 3, in the said ward, and containing 6 feet in front by eighty-nine (89) feet and six (6) inches in depth; bounded in front by Saint Lawrence street, on one side by the residue of said number 3, on the other side by number four, subdivision of said number 19, and in rear by the said number 24.

A lot being part of said number 4, in the said ward, containing thirteen feet in width by 89 feet and 6 inches in depth; bounded in front by the Saint Lawrence street, in rear by the said number 24, on one side by said number 3, and on the other side by the residue of said number 4—with buildings erected on the said lots.

These two lots forming a single plot, will be sold *en bloc*.

C. A lot being part of said number 4, in the said ward, and containing 12 feet in width by 90 feet in depth; bounded in front by the Saint Lawrence street, in rear by the said number 24, on one side by the said residue number 4, and on the other side by number five, subdivision of said number 19.

A lot forming part of said number 5, in the said ward, containing 7 feet in width by 90 feet in depth; bounded in front by the Saint Lawrence street, in rear by the said number 24, on one side by the said number 4, and on the other side by the residue of said number 5—with buildings erected on the said lots.

These two lots forming a single plot, will be sold *en bloc*.

D. A lot being part of said number 5, in the said ward, containing 18 feet in width by 90 feet in depth; bounded in front by the Saint Lawrence street, in rear by the said lot number 24, on one side by the residue of said number 5, and on the other side by number 6, subdivision of said number 19.

A lot being part of said number 6, in the said ward, containing one foot in width by 90 feet in depth; bounded in front by the Saint Lawrence street, in rear by said number 24, on one side by said number 5, and on the other side by the residue of said number 6—with buildings erected on the said lands, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal,

Montréal, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 23 octobre 1900. 3769-2  
Première publication du 20 octobre 1900, est nulle.

[Première publication, 27 octobre 1900.]

Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.  
*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs  
No 2818. } ELIZABETH FITCH,  
de notre cité de Québec, veuve de James Bowen,  
dans une action dans laquelle Sarah A. Wells,  
veuve de James Bowen, pere, et Elizabeth Fitch,  
veuve de James Bowen, fils, étaient Défenderesses,  
à savoir :

Le lot No 4426 A (quatre mille quatre cent vingt-six A), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec ; borné au nord-est et au nord-ouest par le lot No 4426-3, au sud-ouest par le lot No 4425, et en front au sud-est par un passage commun au dit lot No 4426 A, et autres lots ; borné par le dit passage, étant un terrain ayant un débouché sur la rue D'Artigny, par voie de passage—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 8 novembre 1900. 3957  
[Première publication, 10 novembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
*Cour de Circuit.—Témiscouata*

No 266. } THOMAS PHILIPPE PELLE-  
TIER, Demandeur ; contre  
PAUL BEAULIEU, Défendeur, savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations et autres que le dit Paul Beaulieu, a et peut avoir sur le lot numéro quarante-cinq (45), contenant cent acres en superficie, du cinquième rang du canton Humqui, paroisse Saint-Benoit Labre—bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Benoit Labre, (Amqui), le VINGT ET UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures avant-midi.

L. N. ASSELIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 15 octobre 1900. 3753-2  
[Première publication, 20 octobre 1900.]

on the THIRTIETH day of NOVEMBRE next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 23rd October, 1900. 3770  
The first publication of the 20th October, 1900, is null.

[First published, 27th October, 1900.]

Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.  
*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 2818. } vs. ELIZABETH FITCH,  
of our city of Québec, widow of James Bowen, in  
an action wherein Sarah A. Wells, widow of James  
Bowen, senior, and Elizabeth Fitch, widow of  
James Bowen, junior, were Defendants, to wit :

Lot No. 4426 A (four thousand four hundred and twenty-six A), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec ; bounded to the north east and to the north west by lot No. 4426-3, to the south east by lot No. 4425, and on the front to the south east by a passage in common with the said lot No. 4426 A, and other lots ; bounded by the said passage, being a lot having an opening on D'Artigny street, by way of passage—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 8th November, 1900. 3958  
[First published, 10th November, 1900.]

Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
*Circuit Court.—Témiscouata.*

No. 266. } THOMAS PHILIPPE PELLE-  
TIER, Plaintiff ; against PAUL  
BEAULIEU, Defendant, to wit :

All the rights of clearance, improvements and others which the said Paul Beaulieu, has, or may have on lot number forty-five (45), containing one hundred acres in area, of the fifth range of township Humqui, parish Saint Benoit Labre—buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Labre, (Amqui), on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBRE next, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 15th October, 1900. 3754  
[First published, 20th October, 1900.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Richmond, à Danville.

Saint-François, à savoir : } **WILLIAM N. PAUL**, Demandeur ; contre les terres et tenements de **D. K. McLEOD ET AL.**, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit **D. K. McLeod**, un des défendeurs en cette cause, les immeubles suivants, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Shipton, dans le comté de Richmond, district de Saint-François, connu et désigné comme la moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot numéro vingt et un, dans le septième rang du dit canton de Shipton ; borné en front par le chemin public, en arrière et d'un côté par la terre de Murdoch McDonald, et de l'autre côté par la terre de George Brassard, supposé contenir cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le **VINGTIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

**HENRY AYLNER**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 17 octobre 1900. 3791-2  
[Première publication, 20 octobre 1900.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **CHARLES CARLE**, Demandeurs ; vs. **FELIX LACERTE**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur.

Un emplacement—avec bâtisses dessus construites, situé en la paroisse de St-Barnabé, comté de Saint-Maurice, connu et désigné sous le numéro deux cent dix-huit (218), du cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Saint-Barnabé, à la charge par l'acquéreur de payer à la fabrique de la paroisse de Saint-Barnabé, une rente foncière, annuelle, perpétuelle et non rachetable, de six piastres et cinquante centins payable le 14 janvier de chaque année, suivant l'acte passé devant **L. Boucher**, écr., N. P., le 14 janvier mil huit cent soixante et quinze.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le **VINGTIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

**CHARLES DUMOULIN**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 15 octobre 1900. 3765-2  
[Première publication, 20 octobre 1900.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

In the Circuit Court, in and for the county of Richmond, at Danville.

Saint Francis, to wit : } **WILLIAM N. PAUL**, Plaintiff ; against the lands and tenements of **D. K. McLEOD ET AL.**, Defendants.

Seized as belonging to the said **D. K. McLeod**, one of the defendants in this cause, the following immoveables, to wit :

A piece of land situate in the township of Shipton, in the county of Richmond, district of Saint Francis, known and described as the south west half of the north east half of the lot number twenty-one, in the seventh range of the said township of Shipton ; bounded in front by the public road, in rear and on one side, by land belonging to Murdoch McDonald, and on the other side by land belonging to George Brassard, supposed to contain fifty acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the **TWENTIETH** day of **NOVEMBER** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

**HENRY AYLNER**,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 17th October, 1900. 3792  
[First published, 20th October, 1900.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **CHARLES CARLE**, Plaintiff ; vs. **FELIX LACERTE**, Defendant.

As belonging to the said defendant.

An emplacement with buildings thereon erected, situate and being in the parish of Saint Barnabé, county of Saint Maurice, known and designated at number two hundred and eighteen (218), of the registration cadastre for the said parish of Saint Barnabé ; subject to the charge on the purchase, to pay la Fabrique of the parish of Saint Barnabé, a perpetual and annual and irredeemable ground rent of six dollars and fifty cents, payable on the 14th January of each year, according to a deed passed before **L. Boucher**, esq., N. P., on the 14th January, one thousand eight hundred and seventy-five.

To be sold at the church door of the parish of Saint Barnabé, on the **TWENTIETH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**CHARLES DUMOULIN**,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 15th October, 1900. 3766  
[First published, 20th October, 1900.]

## Avis de Faillites

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
In re Auguste Leblanc, Demandeur ;

vs.

Maria Rousseau, marchande de chaussures, de la  
cité de Saint-Henri, Faillie.

Avis public est par les présentes donné que par  
ordre de la cour, le 5ième jour de novembre 1900,  
j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie,  
qui en a fait un abandon judiciaire pour le béné-  
fice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon  
bureau sous un mois de cette date.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal. 3965  
Montréal, 5 novembre 1900.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
Dans l'affaire de Paris, Milne & Co, marchands à  
commission, Montréal, P. Q.,  
et

Arthur W. Wilks, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a  
été préparé dans cette affaire, et sera ouvert à oppo-  
sition jusqu'au 26e jour de novembre 1900, après  
laquelle date les dividendes seront payables à mon  
bureau.

ARTHUR W. WILKS,  
Curateur.

415, Board of Trade Building. 3963  
Montréal, 9 novembre 1900.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
In re Joseph Bruchési, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 8e jour de novembre  
1900, par un ordre de la cour, nous avons été  
nommés curateurs-conjoints à la succession du sus-  
nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses  
biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre  
bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques. 3961  
Montréal, 10 novembre 1900.

Province de Québec, }  
District de Beauce. } Cour Supérieure.  
Dans l'affaire de E. S. Larue, de St-Joseph, Beauce,  
marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et  
dernier bordereau de dividende a été déclaré en  
cette affaire. Ce dividende sera payable au bureau  
de Lefavre & Taschereau, 48, rue Saint-Pierre,  
Québec, le ou après le 29 novembre 1900.

Toute opposition au dit dividende devra être pro-  
duite avant la dite date.

GEO. LEFAIVRE,  
Curateur.

Québec, 10 novembre 1900. 3969

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
In re Dame veuve M. V. Joncas, Demanderesse ;

vs.

James B. Jarvis et Nathan Fraid, tous deux de la  
cité de Montréal, et y faisant affaires ensembles  
comme hôteliers, sous la raison sociale de Jarvis  
& Fraid, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que les dits dé-  
fendeurs ont, ce jour, fait au bureau du protonotaire

## Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
In re Auguste Leblanc, Plaintiff ;

vs.

Maria Rousseau, boot and shoe dealer, of the city  
of Saint Henry, Defendant.

Notice is hereby given that by order of the court,  
the 5th day of November, 1900, I was appointed  
curator to the estate of the said defendant, who has  
made a judicial abandonment of her property for  
the benefit of her creditors.

Claims must be filed at my office within 30 days  
to ensure their collocation for dividend.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.

1598, Notre Dame street. 3966  
Montreal, 5th November, 1900.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
In the matter of Paris, Milne & Co, commission  
merchants, Montreal, P. Q.,  
and

Arthur W. Wilks, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared  
in this matter and will be open to objection until  
the 26th day of November, 1900, after which date  
dividends will be payable at my office.

ARTHUR W. WILKS,  
Curator.

415, Board of Trade Building. 3964  
Montreal, 9th November, 1900.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
In re Joseph Bruchési, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 8th day of  
November, 1900, by order of the court, we were  
appointed joint curators to the estate of the above  
named, who has made a judicial abandonment of  
all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one  
month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street. 3962  
Montreal, 10th November, 1900.

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } Superior Court.  
In the matter of E. S. Larue, merchant, of Saint  
Joseph, Beauce, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final divid-  
end sheet has been prepared in this matter. This  
dividend will be payable at the office of Lefavre &  
Taschereau, 48, Saint Peter street, on or after the  
29th November, 1900.

Any opposition to the said dividend must be made  
before the said date.

GEO. LEFAIVRE,  
Curator.

Quebec, 10th November, 1900. 3970

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
In re Dame widow M. V. Joncas, Plaintiff ;

vs.

James B. Jarvis and Nathan Fraid, both of the city  
of Montreal, hotel-keepers, and there carrying on  
business as such under the name of Jarvis &  
Fraid, Defendants.

Notice is hereby given that the said defendants  
have, this day, made in the prothonotary of said

de cette cour, un abandon judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

A. F. HOGLE,  
Gardien provisoire.

Montréal, 5 novembre 1900. 3967

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de "The National Paper Co", de Lorette, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire.

Ce dividende sera payable à notre bureau, 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 28 novembre 1900.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 10 novembre, 1900. 3971

### *Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 45*

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 2009.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 2013 ; Conseil législatif, 2012.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre L. Houle à la pratique du droit, 2015.

FAILLIS : — Bruchési, 2034 ; Dme Rousseau, 2034 ; Jarvis & Fraid, 2034 ; Johnston, 2021 ; LaRue, 2034 ; Lefkovitz, 2020 ; Matte, 2021 ; Moisan, 2021 ; Paris *et al.*, 2034 ; Pelletier, 2020 ; Sauvageau, 2021 ; The National Paper Coy, 2035 ; The Silver Shoe Coy, 2020.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Le club commercial des commis-voyageurs, 2020 ; The Brome Lake electric power Coy, 2019.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : — De Denis Lamarche à Jos. Alex. O'Gleman, 2012.

PROCLAMATIONS : — Convocation des chambres *pro formâ*, 2010 ; Erection civile de la paroisse du Cœur très pur de la B. V. M. de Plaisance, 2009.

RÈGLE DE COUR : — Dme Durocher vs Shannon *égalité*, 2021.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Beauvais vs St-Germain, 2018 ; Delisle vs Piché, 2017 ; Boucher vs Beauregard, 2017 ; Grandbois vs Vaillancourt, 2019 ; Hay vs Hurtubise, 2016 ; Leroux vs Dufort, 2017 ; Lizotte vs Casavant, 2018 ; Meigs vs Willard, 2018 ; Perrault vs Bernard, 2016 ; Pomerleau vs Pomerleau, 2018 ; Renaud vs Reinhart, 2016 ; Segal vs Ram, 2017 ; Tardis vs Perrier, 2017 ; Tremblay vs Fréchette, 2016.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dmes Bone vs Bone, 2018 ; Chamberland vs Sévigny, 2016 ; Millette vs Dme Légaré, 2017.

TERRES DE LA COURONNE : — Avis de *annulation*, etc. : — Cantons Dufferin, 2012 ; Harrington, 2011 ; Mailloux, 2012 ; Morin, 2011 ; Winslow, 2011.

court, a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors.

A. F. HOGLE,  
Provisional guardian.

Montreal, 5th November, 1900. 3968

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } Superior Court.

In the matter of The National Paper Co., of Lorette, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter.

This dividend will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, on or after the 28th of November, 1900.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Quebec, 10th November, 1900. 3972

### *Index of the Quebec Official Gazette, No. 45*

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c, 2009.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 2013 ; Legislative Council, 2012.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To admit L. Houle to the practice of law, 2015.

INSOLVENTS : — Bruchési, 2034 ; Dme Rousseau, 2034 ; Jarvis & Fraid, 2034 ; Johnston, 2021 ; LaRue, 2034 ; Lefkovitz, 2020 ; Matte, 2021 ; Moisan, 2021 ; Paris *et al.*, 2034 ; Pelletier, 2020 ; Sauvageau, 2021 ; The National Paper Coy, 2035 ; The Silver Shoe Coy, 2020.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Le club commercial des commis-voyageurs, 2020 ; The Brome Lake electric power Coy, 2019.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : — Of Denis Lamarche to Jos. Alex. O'Gleman, 2012.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked *pro formâ*, 2010 ; Civil erection of the parish of The Most Pure Heart of the Blessed Virgin Mary of Plaisance, 2009.

RULE OF COURT : — Dme Durocher vs Shannon *égalité*, 2021.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Beauvais vs St-Germain, 2018 ; Delisle vs Piché, 2017 ; Boucher vs Beauregard, 2017 ; Grandbois vs Vaillancourt, 2019 ; Hay vs Hurtubise, 2016 ; Leroux vs Dufort, 2017 ; Lizotte vs Casavant, 2018 ; Meigs vs Willard, 2018 ; Perrault vs Bernard, 2016 ; Pomerleau vs Pomerleau, 2018 ; Renaud vs Reinhart, 2016 ; Segal vs Ram, 2017 ; Tardis vs Perrier, 2017 ; Tremblay vs Fréchette, 2016.

SEPARATIONS FROM BED AND BOARD : — Dme Bone vs Bone, 1965 ; Chamberland vs Sévigny, 2016 ; Millette vs Dme Légaré, 2017.

CROWN LANDS : — Notice of *cancellation*, etc. : — Townships Dufferin, 2012 ; Harrington, 2011 ; Mailloux, 2012 ; Morin, 2011 ; Winslow, 2011.

## VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—La fonderie de Drummondville *et al* vs Girouard, 2022 ; Vézina vs Bilodeau, 2023.

BEAUCE :—Gendreau vs Gendreau, 2023.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Castonguay, 2024 ; Rioux vs Nadeau, 2024.

MONTMAGNY :—Bernier vs Bernier, 2025.

MONTREAL :—Bouvier vs Richardson, 2027 ; Desmarteau vs Desjardins, 2028 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Bawter, 2026 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs McShane, 2029 ; Marchand vs Duclos, 2025 ; Rév. Dagenais *et al* vs Corbeil, 2028 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Wiseman, 2025 ; Villeneuve *et al* vs Baxter, 2030.

QUEBEC :—La cité de Québec vs Dme Fitch, 2032.

RIMOUSKI :—Pelletier vs Beaulieu, 2032.

SAINT-FRANÇOIS :—Paul vs McLeod *et al*, 2033.

TROIS-RIVIÈRES :—Carle vs Lacerte, 2033.

## SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—La fonderie de Drummondville *et al* vs Girouard, 2022 ; Vézina vs Bilodeau, 2023.

BEAUCE :—Gendreau vs Gendreau, 2023.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Castonguay, 2024 ; Rioux vs Nadeau, 2024.

MONTMAGNY :—Bernier vs Bernier, 2025.

MONTREAL :—Bouvier vs Richardson, 2027 ; Desmarteau vs Desjardins, 2028 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Baxter, 2026 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs McShane, 2029 ; Marchand vs Duclos, 2025 ; Rev. Dagenais *et al* vs Corbeil, 2028 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Wiseman, 2025 ; Villeneuve *et al* vs Baxter, 2030.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Dme Fitch, 2032.

RIMOUSKI :—Pelletier vs Beaulieu, 2032.

SAINT FRANCIS :—Paul vs McLeod *et al*, 2033.

THREE RIVERS :—Carle vs Lacerte, 2033.